

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE

PRIX

DU JOURNAL,

DE L'ABONNEMENT

Rue Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYNAUD propriétaire gérant.

2 PATACONS par mois.

MONTEVIDEO.

25 AOUT 1849.

SIEGE DE MONTEVIDEO.

QUESTION COMMERCIALE.

« On perd souvent à déterrer des
« erreurs, un temps qu'on em-
« ploierait à découvrir des vé-
« rités. »

(VOLTAIRE.)

(DEUXIEME ARTICLE.)

(Suite.)

On aura tort de croire qu'un sentiment de vaine et puérile vanité a pu seul nous dicter l'article que nous avons publié mercredi dernier et qui porte le même titre que celui-ci; rien ne serait moins conforme à notre caractère et à nos antécédents : nous avons voulu, tout simplement, établir trois vérités qu'il peut être bon et utile de ne point laisser dans l'oubli; à savoir :—1° que la cause de Montevideo est en même temps celle du commerce européen, mais surtout du commerce français dans cette section de l'Amérique Méridionale; 2° que la question commerciale primait, si l'on peut s'exprimer ainsi, la question politique, et même la question humanitaire; 3° que nous avons été un des premiers, sinon le premier, à appeler l'attention des publicistes européens sur ce point saillant de la triple question; laquelle, néanmoins a cela de commun avec la très Sainte Trinité, qu'elle ne forme, comme elle, qu'une seule et même personne, vulgairement connue, (mais longtemps incomprise) sous le nom un peu vague de QUESTION DE LA PLATA.

Cette explication donnée, par si à caso, on nous pardonnera, sans doute, la réclame que nous avons faite d'une partie de nos œuvres..... laissant aux esprits fins et déliés la plus entière liberté d'en penser et dire ce qu'ils voudront. Leurs loisirs et leur appétit sont si grands aujourd'hui, qu'il faut bien leur donner quelque pâture.... à ces pauvres esprits! — Ce qu'il nous importe, à nous, c'est de ne point passer pour un visionnaire, et surtout pour un idéologue. Dieu nous en préserve! Nous savons trop ce que valait cette sarcastique dénomination dans la bouche d'un Napoléon (le Grand), pour ne pas nous effrayer de la voir revivre dans celle d'un Rosas, (le Cacus).—Qui nous sauvera du mépris public et de l'horreur de nous mêmes, si jamais nous venons à être taxé d'idéologie?.....

Trop longtemps, aussi, les hommes positifs de France et de Montevideo nous ont reproché notre optimisme et notre candeur à l'endroit de la cause que nous défendons; à tel point que nous avons été quelques fois tenté de croire que nous étions doué du triste privilège de voir les choses de ce bas monde à travers un prisme; ou que notre faible esprit avait fait divorce avec la raison et le bon sens. Nous voyons aujourd'hui qu'il n'en est rien; fort heureusement, pour le repos de notre esprit et de notre conscience : puisque chaque navire qui arrive d'Europe nous apporte la preuve que les sommités de la presse française rivalisent d'argumens et de preuves à l'appui de nos premières assertions.

Après les Débats, le Constitutionnel, le Courrier Français, le Phare Commercial, le Journal du Havre (qu'il ne faut pas confondre avec la succursale du journal la Presse vendue corps et âme au Cacus de Buenos Ayres), voilà nos grands confrères de Londres qui reprennent en sous-œuvre la question commerciale, si habilement traitée par les publicistes français. Les journaux de la nébuleuse Albion la traitent, bien entendu, au point de vue des intérêts britanniques; mais elle ne perd rien pour cela de son importance et de son actualité—au contraire—elle ne peut qu'y gagner, et nous applaudissons sincèrement à la logique chiffrée du British Sufferer.

L'accueil bienveillant que le Morning Chronicle fait à ce stoïque patient, adouci un peu l'amertume des réflexions que nous avait suggérées son article sur le manifeste de l'empereur Nicolas.—A tout péché miséricorde. Cependant, nous devons avouer que nous l'avons toujours sur le cœur, ce malencontreux article, et il nous fait

craindre encore pour l'influence de la France dans la Plata quelque mauvais tour de John Bull ou de Bertrand, ces deux bonnes personifications de l'esprit mercantile et de l'esprit diplomatique des insulaires de la Grande Bretagne.

Enfin, sincère ou non, le Morning Chronicle n'en continue pas moins de faire chorus avec les journaux Parisiens, sur les diverses phases de la question commerciale dans la grande affaire de la Plata.

Dans un article du 20 mai, il décrit l'importance de la position géographique et politique de la Bande Orientale de l'Uruguay, relativement aux autres Etats de l'Amérique du Sud et au commerce européen; il s'attache à prouver, comme l'a fait avec tant d'habileté M. Chevalier de Saint Robert, que la prétendue Confédération Argentine —est une chimère—et que ce fut à l'instigation et au moyen d'une médiation active de l'Angleterre que la Bande Orientale fut érigée en république indépendante.—Indépendance (dit-il) que le Brésil et Buenos Ayres se sont engagés à respecter.

Dans celui du lendemain, il s'attache à démontrer que le commerce anglais a toujours été en décadence à Buenos Ayres depuis 1825, mais surtout depuis l'avènement de Rosas au pouvoir, tandis que, à Montevideo, il a suivi la même progression ascendante du commerce français, principalement à partir de 1836.

Il nous apprend que de 1821 à 1825 les importations britanniques dans la Plata s'élevaient au chiffre fort respectable de 910,000 livres sterling par an. Le nombre de navires marchands sous pavillon anglais était, en moyenne de 117 par an. Il s'éleva même jusqu'à 130.

De 1826 à 1828 les mêmes importations baissèrent jusqu'à 280,000 livres et en 1827 elles n'atteignirent même que la somme de 15,000.

Le nombre de navires anglais entrés à Buenos Ayres depuis 1830 jusqu'à 1838 n'a été, en moyenne, que de 60 par an. (Toujours d'après le Morning Chronicle.)

A Montevideo, le nombre de navires anglais entrés, était, avant 1838 (époque du premier blocus de Buenos Ayres par les forces navales françaises) de 100, par année. De 1838 à 1841 le nombre s'en est élevé jusqu'à 160. Et, chose fort remarquable, à la fin de nous premiers mois de 1842—deux ans après la levée du blocus de Buenos Ayres—il était déjà entré à Montevideo 128 batimens anglais.

Le Morning Chronicle fait remarquer, avec raison, que la République Argentine n'a ouvert jusqu'à présent, au commerce étranger, qu'un seul port (il aurait du dire une rade foraine) très incommode, et fort dangereuse, sans aucun môle pour y débarquer les marchandises. Tandis que dans la Bande Orientale, on trouve, au contraire, outre Montevideo, qui a un vrai port, garni de quais et de môles de toute espèce, où l'on rencontre toutes les facilités désirables pour l'embarquement ou le débarquement, et de plus un entrepôt de douane, sans limites de temps, pour les marchandises d'importation, il y a encore la Colonia et Maldonado, dans la Plata, Soriano et Paysandú (prononcez Païssandou) dans l'Uruguay, tous ports qui étaient d'un libre accès pour les batimens étrangers avant que Rosas n'eût mis à exécution le machiavelique dessein depuis longtemps formé par lui, de ruiner la Bande Orientale de l'Uruguay.

Il est bon de prendre note de toutes ces remarques du Morning Chronicle, dont nous certifions du reste l'exactitude, du moins en ce qui a rapport à Montevideo.

Après avoir bien établi, dans notre premier article et dans celui-ci, la prospérité croissante du commerce en général et du commerce français en particulier, à Montevideo, avant l'invasion de ce pays par les hordes de Rosas, nous allons donner un nouvel aperçu des immenses bienfaits qui fussent résultés pour nous et pour le pays, de la libre navigation des rivières, que Rosas persiste à tenir en chartre privée. C'est assez dire que nous allons parler du mouvement commercial qui a eu lieu à Montevideo, en 1846, (troisième année de siège) sous l'égide bienfaisante de MM. Onseley, Delfaudis et Lainé.

Le mouvement commercial de Montevideo, en 1846, est une nouvelle preuve de la facilité et de la rapidité avec lesquelles se développe le commerce de cette partie si intéressante de l'Amérique du Sud. Si quelques courts instans de repos et de sécurité, au milieu du fléau dévasta-

teur de la guerre, ont pu amener les résultats que nous allons signaler, que ne pourrait-on pas raisonnablement attendre de l'établissement d'un ordre de choses qui laissât au commerce européen la possibilité de s'étendre, en toute liberté, dans cet immense et magnifique bassin de la Plata qui composait jadis la vice royauté de Buenos Ayres, et qui partagé aujourd'hui entre les quatre gouvernemens indépendans de la Bolivie, de la soi-disant Confédération Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, n'a besoin que d'une paix stable, fondée sur des institutions libérales, pour donner à l'ancien monde, sinon le magesteux et saisissant tableau des rapides progrès des Etats d'origine anglaise, du moins celui d'une noble émulation entre tous les habitans de ces grandes provinces hispano-américaines.—Emulation d'autant plus facile à développer, par le secours des bras et des capitaux européens, que les produits du sol et de l'industrie sont ici extrêmement variés, ou du moins susceptibles de l'être à l'infini—et que les principaux points de contact entre ces divers états peuvent être aisément rapprochés par le moyen de la navigation à vapeur sur le Parana, l'Uruguay et le Bermejo.

Dans l'état actuel des choses, le commerce n'a pas manqué de chercher à tirer parti de la tolérance des puissances médiatrices envers les provinces argentines de Corrientes et de l'Entre Rios qui constituent, ainsi que l'a fait remarquer un voyageur français, ce qu'on peut appeler la Mésopotamie de l'Amérique du Sud.

Après le sanglant mais brillant combat d'Obligado, un premier convoi de 70 navires de diverses nations, parmi lesquels on comptait plusieurs batimens marchands de plus de 300 tonneaux, transportant des marchandises de toute espèce, dont la valeur totale atteignait le chiffre de trois millions de francs—le tout sorti du port de Montevideo,—remonta le grand fleuve du Parana jusqu'à Corrientes, située au N. O. de la province de ce nom et à une dizaine de lieues seulement de la frontière du Paraguay. Les maisons les plus notables, les négocians les plus expérimentés prirent part à ces expéditions et y engagèrent des capitaux considérables. Ils y furent déterminés autant par leur intérêt particulier que par le désir de séconder les vues larges et élevées des plénipotentiaires anglais et français. Le langage franc et loyal de ces intelligens ministres, parlant au nom de leur gouvernement respectif, leur inspira d'ailleurs la plus entière confiance. Cette foi, cette confiance, n'a pas été trahie, tant que ces honorables agens ont eu leur liberté d'action, c'est à dire, tant que les premières instructions de lord Aberdeen et de M. Guizot ne furent pas modifiées. Le chemin a été frayé par tout avec un zèle, une générosité, un dévouement dont les négocians anglais et français sont profondément reconnaissans, et dont ils auraient lieu d'être fiers si d'aussi nobles efforts eussent pu assurer l'avenir de ces contrées, en ouvrant pour les Etats riverains du magesteux Parana une nouvelle ère de prospérité et de régénération sociale.

Malheureusement, le génie infernal de Rosas fut plus puissant que l'action active et protectrice des plénipotentiaires français et anglais; ce qui fit que ces expéditions ne produisirent pas tout le fruit qu'on en pouvait raisonnablement attendre; elles furent même une cause de ruine pour plusieurs maisons de Montevideo. Nous croyons utile de consigner ici quelques détails, peu connus en Europe, et qui serviront à expliquer le résultat, en partie négatif, de l'ouverture du Parana par le canon d'Obligado et de San Lorenzo.

Aussitôt que Rosas s'aperçut que les obstacles qu'il avait accumulés à l'entrée du Parana, pour en interdire le passage, ne serviraient qu'à rendre plus éclatant le triomphe des escadres combinées de la France et de l'Angleterre, il donna l'ordre à son lieutenant Urquiza (gouverneur de la province d'Entre Rios) qui se trouvait alors à la poursuite des débris de l'armée du général Rivera, à l'extrémité Est de la Bande Orientale, sur la frontière du Brésil, de se porter à l'improviste, par des marches forcées, avec l'étille de sa cavalerie, sur la province de Corrientes, qui venait de faire alliance avec le Paraguay et menaçait d'envahir l'Entre Rios avec une armée respectable, sous le commandement en chef du général Paz. (*)—Urquiza obéit et il fut d'abord repoussé par le gé-

(*) Le même qui commandait l'armée nationale à Cor-

ral Paz, qui le força même à battre en retraite jusque dans l'Entre Rios. Mais Rosas avait à sa disposition des armes bien plus dangereuses, et qui lui sont infiniment plus familières que celles qu'on emploie généralement dans une guerre franche et loyale : ces armes ignobles, contre lesquelles le génie et la valeur deviennent impuissans, — sont la corruption et l'intrigue. — Les émissaires du Dictateur surent les manier avec tant d'habileté qu'ils amenèrent la plus déplorable des mésintelligences entre le général Paz, chef de l'armée de Corrientes et le général Joaquim Madariaga gouverneur de cette province, à tel point que le général en chef fut obligé de se séparer de l'armée et de se réfugier au Paraguay.

(La suite au prochain numéro).

PATIENCE ! PATIENCE !

Sous huit jours le packet anglais de juillet mouillera sans doute sur notre rade; il nous apportera des nouvelles fort intéressantes de l'Europe, où tant de questions brûlantes se trouvent comme à l'ordre du jour. Il est à espérer que l'affaire d'Italie sera en voie d'arrangement, mais il est à craindre que la question de Hongrie n'amène un conflit général que le Czar Nicolas nous paraît peu disposé à éviter. Il semble qu'il lui tarde de se mesurer avec l'Europe démocratique; ce sera peut-être un grand bien pour la liberté, car le danger, en conviant tous ses soldats à l'union, la rendra plus forte et d'autant plus redoutable. La question sera de suite réduite à sa plus simple expression : — République ou Cosaques.

Quant à nous — à la question de la Plata — il est impossible que rien de nouveau nous parvienne encore, attendu que le gouvernement, en apprenant les négociations entamées par M. Lépreux, et d'où sont résultés les deux projets confidentiels de traités *ad referendum*, aura probablement pris la résolution d'attendre le résultat de cette nouvelle tentative officieuse, avant de rien décider, nous ne serions même pas étonnés que des espérances, analogues à celles qu'on a essayé de nous faire partager en mai et juin, aient été manifestées également en France, et que les bonnes dispositions de l'Assemblée Nationale n'aient été un instant paralysées par ces communications jusqu'à ce que la vérité tout entière soit connue.

Nous ne croyons pas non plus, que notre honorable délégué, M. J. Lelong, comme on l'a dit, puisse disposer de vingt millions; car si le quart de cette somme eût été mise à sa disposition, nul doute que l'expédition projetée, et à laquelle il a pris une part aussi active, serait en voie d'exécution; puisque la question financière était le seul obstacle au départ de la colonne expéditionnaire.

Ce qu'on appelle les complications européennes ne nous font pas douter le moins du monde du résultat, parce que la guerre qui paraît imminente ne sera qu'une guerre continentale, et que la France n'en est pas réduite aux expédients, à tel point de ne pouvoir détacher une dizaine de mille hommes de ses armées pour faire respecter ses droits et sa dignité partout où il y serait porté atteinte. C'est d'ailleurs quand on a beaucoup à faire qu'on fait davantage, les grandes crises inspirent toujours les grandes résolutions — et ce n'est pas lorsque la France aura tiré l'épée contre le grand despote du Nord, qu'elle sera disposée à courber le front devant le petit tyran de Buenos-Ayres.

Nous voulons seulement engager nos lecteurs à ne se point bercer d'un espoir prématuré, et à attendre avec le même calme, la même abnégation et la même patience — dont ils ont donné tant de preuves — jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle nous croyons fermement que notre sort sera décidé.

Patience donc, car en ce moment sans doute nos intérêts se discutent à l'Assemblée Nationale. Pour nous aussi, la question s'est réduite à ces termes :

— Être ou n'être pas.

— ... Républicains ou ... Cosaques !

Des événemens importants, pour l'avenir de la France, et pour le maintien de l'ordre social et du gouvernement modéré, viennent d'avoir lieu à Paris. Le parti socialiste a tenté un troisième, et nous aimons à l'espérer, un dernier effort, pour renverser l'état de chose émané du vote universel. Il a succombé, grâce à Dieu !... l'insurrection a été étouffée presque sans effusion de sang. Nos lecteurs nous sauront gré de leur transmettre les détails que donne à cet égard le *Journal de Commercio* du 10, en 1830, et qui organisa la défense de Montevideo en 1843.

Brésil, suivant une copie du journal, el *Defensor de la Independencia Americana*, dont nous avons eu par hasard un exemplaire, aujourd'hui même :

Paris, 14 juin 1849.

Aujourd'hui le parti socialiste tenta l'insurrection qui fut promptement étouffée, presque sans effusion de sang par l'énergie du gouvernement, l'attitude ferme de l'armée et de la garde nationale.

Les interpellations au sujet des affaires d'Italie qui avaient été interrompues à cause de la maladie de M. Ledru Rollin, eurent lieu hier lundi, et se terminèrent par une ordonnance du cabinet qui fut adoptée par 361 voix contre 203. M. Ledru Rollin insista, en disant, que le gouvernement avait violé la Constitution : M. Odilon Barrot repliqua en expliquant longuement la conduite du ministre dans les affaires de Rome, et dans un beau discours, il chercha à la justifier : M. Ledru Rollin, monta de nouveau à la tribune et dans un discours passionné, il demanda que le président de la République et les ministres fussent mis en accusation, pour avoir violé la Constitution, puis il ajouta : « Oui, c'est faux, je le répète, c'est faux, que l'Assemblée Nationale vous ait autorisés à entrer à Rome !..... C'est faux, que vous ayez respecté la Constitution ainsi que vient de le dire M. le ministre; vous l'avez violée !..... et nous autres, nous la devons défendre par tous les moyens possibles, voire même par les armes !..... » Ces dernières paroles, furent couvertes par les cris de *Vive la République !* le président M. Dupin rappela l'orateur à l'ordre, mais sans en tenir compte, M. Ledru Rollin, s'écria de nouveau : « Le soutien de la Constitution est confié au patriotisme de tous les citoyens français, et je le répète encore, la Constitution violée, sera par vous défendue les armes à la main !..... » Cet audacieux appel aux armes, causa une vive agitation dans l'Assemblée, mais cependant la nuit se passa tranquillement, parce qu'on supposait que les républicains rouges, n'étaient point en force pour recommencer la guerre civile. Le lendemain, les journaux démocratiques *Le Peuple*, la *Révolution Démocratique*, la *Démocratie* et la *Réforme* publièrent une série de proclamations, en invitant le peuple à se lever en masse pour venger la Constitution. Les représentants de la Montagne se réunirent en permanence, pendant toute la nuit pour décider ce que l'on devait faire. Ils résolurent qu'on ferait tout son possible, pour obtenir de l'Assemblée la réparation de ce qu'ils appelaient le viol de la Constitution; mais que si la majorité se refusait aux moyens légaux, et ne voulait pas mettre en accusation le président et ses ministres, ou, au moins, leur infliger un vote de censure, ils formeraient une Convention, et feraient appel aux armes.

La proposition de M. Ledru Rollin sur cette mise en accusation du président et des ministres, présentée le mardi 12 fut immédiatement discutée, défendue par M. Napoléon Daru rapporteur de la Commission, qui conclut en approuvant la conduite du gouvernement, et mise aux voix, elle fut repoussée par 377 contre 7, tous les montagnards s'étant retirés en refusant de voter.

Cependant les journaux rouges continuèrent, le 13, leurs violentes provocations, en adressant des proclamations aux légions de la garde nationale, pour les inviter à se réunir au *Château d'Eau* et sur le *Boulevard Saint Martin*, afin de se rendre à l'Assemblée pour protester contre le vote de la veille. A une heure de l'après midi le peuple commença à se mettre en marche, mais comme il n'y avait point de session ce jour là, il résolut d'envahir la salle des séances et d'y proclamer immédiatement la convention, mais la colonne des insurgés en arrivant aux environs de l'église de la *Madelaine*, rencontra une force considérable de cavalerie et de chasseurs de *Vincennes*, qui les obligea à se disperser.

Les socialistes tentèrent d'élever une barricade sur le *Boulevard des Italiens* en face le *Café de Paris*, criant aux armes ! mais à l'instant même les troupes envahirent le boulevard et les soldats montèrent à tous les étages de chaque maison d'où ils pouvaient dominer la place. Les bataillons de la garde nationale des 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} légions s'emparèrent de chaque coin de rue afin d'empêcher les insurgés d'élever des barricades.

Cependant, les montagnards voyant que leur manifestation allait échouer, se rendirent au *Conservatoire des arts et métiers*, rue *Saint Martin*, au nombre de 25 représentants et proclamèrent immédiatement la Convention, préparèrent une masse de proclamations au peuple de Paris et des départements, déclarèrent hors de la Constitution, le président et les ministres, mirent hors la loi tous ceux qui refuseraient de reconnaître la République démocratique et sociale, et tous les officiers de la garde nationale qui ne

voudraient pas prêter serment à la Convention. Déclarèrent la guerre à la Russie et à l'Autriche, supprimèrent la Banque de France, décrétèrent la formation d'une banque hypothécaire etc. etc. etc. mais bientôt plusieurs régimens de ligne, cernèrent le *Conservatoire*, et s'emparèrent de huit des représentans, MM *Victor Pélissier, Maignes, Boch, Deville, Farquier Fayolle, Suchet, Vautier et Daniel*; les autres représentans réussirent à s'échapper, parmi eux se trouvaient M. *Ledru Rollin* et les sous-officiers *Boichot, Commissaire et Rattier*.

Les représentans furent immédiatement convoqués à deux heures et demie ils étaient réunis, et sur la proposition de M. *Odilon Barrot*, l'Assemblée se déclara en permanence. M. *Dufaure* ministre de l'intérieur, demanda que Paris fut mis en état de siège; la proposition renvoyée à une commission nommée exprès, fut ensuite adoptée par 394 voix contre 82. Un grand nombre de montagnards étaient absens. L'Assemblée décréta, en même temps qu'il serait pris des mesures efficaces pour réprimer toute tentative d'insurrection dans toutes les villes de la République, elle décréta de plus l'arrestation des huit représentans surpris au *Conservatoire*, et permit de poursuivre contre eux.

Toute la nuit, la ville fut occupée par les troupes, on forma quelque barricades dans plusieurs rues aboutissant à la *Rue Saint Martin*, mais elle furent immédiatement démantelées.

Le gouvernement suspendit plusieurs journaux rouges comme *Le Peuple*, la *Révolution Démocratique*, la *Réforme*, la *Tribune du Peuple*, la *vraie République* et la *Liberté*.

Ce matin, les socialistes essayèrent de former une barricade *Rue des Gravilliers*, mais elle fut bientôt enlevée par un escadron de carabiniers.....

Les républicains rouges, ont plus que jamais prouvé dans cette occasion, qu'ils ne sont point en force pour lutter contre le gouvernement. Ils n'avaient pas d'armes et les mesures militaires, immédiatement prise par le général *Changarnier*, non seulement ne leur permirent pas de s'en procurer, mais encore les obligèrent bientôt à fuir de tous les endroits où ils étaient rassemblés. Si le gouvernement continue à se montrer aussi ferme que prudent, il en aura bientôt fini avec les insurrections. Les chefs de la Montagne et principalement M. *Ledru Rollin* sont très compromis et menacés de comparaitre devant une haute cour de Justice, qui dit-on, se réunira à *Rouen*.

Les événemens de cette semaine, sont tellement graves, que j'allais oublier de vous parler de la mort de M. le *maréchal Bugeaud*, qui succomba à une attaque de choléra. Ce brave et honorable officier de la République laisse des regrets unanimes dans toute la France et surtout dans l'armée eu égard à la grande influence qu'il exerçait sur l'esprit du soldat. Il était généralement regardé comme le plus expérimenté de tous nos officiers généraux. Il a été remplacé dans son commandement en chef de l'armée des *Alpes*, par le général *Maignan*, excellent officier d'ailleurs, mais qui ne jouit pas d'un grand crédit dans l'armée.

Le gouvernement profita de la circonstance de l'insurrection, pour rétablir M. le général *Changarnier* dans son grade de commandant général de la garde nationale de *Paris*.

P. S. 4 heures et demie du soir :

L'heureuse répression de la manifestation socialiste d'hier, a raffermi la confiance, et les fonds sont en hausse à la Bourse. Aujourd'hui, les ministres demanderont à l'Assemblée l'autorisation de procéder contre *Ledru-Rollin, Boichot, Rattier, Commissaire et Considérant*, qui assistait à la réunion du *Conservatoire des Arts et Métiers*.

La conspiration socialiste, avait des ramifications dans plusieurs départements, mais toutes les tentatives avortèrent partout, excepté à *Lyon*, où il y eut quelques débandés. La nouvelle du peu de succès de ces Messieurs de *Paris*, devait naturellement contribuer beaucoup au relâchement de l'ordre.

Le choléra continue toujours à causer de grands ravages dans *Paris*, le nombre des victimes est assez grand pour effrayer la population, puisqu'il arrive au chiffre de 600 par jour. Cependant, à la date de notre dernière lettre l'épidémie diminuait sensiblement et paraissait être en période de décroissance. On ne comptait plus que 112 morts par jour.

FRANCE.

Paris, le 3 juin.

La *Gazette Allemande* de *Prague*, donne les détails suivans sur la marche des Russes :

« Les forces russes s'avancent sur sept colonnes, de la manière suivante :

La première colonne, aux ordres du général Rudiger, s'avance par Cracovie et Jordanov. Elle est forte de 17,000 hommes d'infanterie et de cavalerie, et de 900 hommes d'artillerie, et est déjà arrivée à Hradisch.

La seconde colonne, sous le commandement du même général, est arrivée à Goding, par Pelazno et Duk'a; elle compte 22 000 hommes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie.

La troisième colonne, aux ordres du général Kinints, chef, composée de 15,000 hommes d'infanterie, et de 2,500 de cavalerie et d'artillerie, a traversé Prezewow le 13.

La quatrième colonne, aux ordres du même général, est arrivée à Kaschau, par Lemberg et Stry, où elle a passé le 15; elle compte 26,000 hommes d'infanterie, 8,000 de cavalerie et d'artillerie.

La cinquième colonne se réunira le 17, par Lemberg, au général Karka, sous le commandement du général Kinints; ce corps est fort de 7 000 hommes d'infanterie, et 1,700 hommes de cavalerie et d'artillerie.

La sixième colonne est arrivée le 22 à Lemberg et y reste comme garnison; elle compte 9,000 hommes d'infanterie, et 900 de cavalerie et d'artillerie.

La septième colonne entre en Transylvanie par la Moldavie; elle y est peut être arrivée en ce moment. Elle se compose de 29,000 hommes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, et de matériel pour les ponts, et se trouve sous le commandement du général Luders. L'empereur Nicolas a envoyé à Lemberg une somme de neuf millions de roubles pour l'entretien de cette armée.

L'armée hongroise s'élève à 395,400 hommes, y compris les corps-francs, mais abstraction faite de 59,000 hommes de recrues nouvellement votés.

Ces troupes sont divisées en onze corps d'armée, commandés par Bem (Polonais), Georgy (Magyar du nord de la Hongrie), Dannsnich (Croate), Perczel (Slowak), Goeyon (Irlandais), Klapka (Ror), Dannenberg (Israélite hongrois de Saint-Mikolcz), Gaspar (Slowake), Vetter (Allemand magyarisé), et Aulich (Allemand).

La cavalerie se compose de 27 régimens, formant un total de 55,000 hommes et de 40,000 hommes de cavalerie irrégulière (dzikos ou pâtres à cheval). L'artillerie compte 408 pièces de canon.

L'empereur Nicolas vient de publier le manifeste suivant, à l'occasion de son intervention dans la guerre de Hongrie:

Saint-Petersbourg, 8 mai.

Nous, Nicolas Ier. etc. — Par notre manifeste du 14/26 mai de l'année dernière, nous avons informé nos fidèles sujets des malheurs qui avaient frappé l'Europe occidentale; nous déclarâmes en même temps que notre intention était de combattre nos ennemis en quelque lieu que ce fût, et de protéger l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières, sans nous préoccuper de notre propre personne, et dans une union indissoluble avec notre sainte Russie.

Depuis lors, les troubles et les mouvemens séditions n'ont pas cessé dans l'ouest de l'Europe. Des tentatives coupables ont entraîné la foule crédule par l'illusion trompeuse d'un bonheur qui n'est jamais sorti de l'anarchie et de la licence; elles se sont étendues jusqu'en Orient, dans nos principautés de la Valachie et de la Moldavie soumises au gouvernement turc. L'entrée de nos troupes et des troupes ottomanes dans ces provinces a suffi pour y rétablir la tranquillité et pour la maintenir.

Mais dans la Hongrie et dans la Transylvanie, les efforts du gouvernement autrichien, divisés par une guerre sur un autre point avec des ennemis nationaux et étrangers, n'ont pu vaincre jusqu'à ce jour la révolte. L'insurrection, soutenue par l'affluence de nos traîtres de la Pologne de l'année 1831 et des renforts de transfuges et de vagabonds d'autres pays, a donné à la révolte une extension de plus en plus menaçante. Au milieu de ces évènements funestes, S. M. l'empereur d'Autriche nous a invité à l'assister contre l'ennemi commun; nous ne lui refusâmes pas ce service. Après avoir invoqué le Dieu des batailles et le maître des bataillons, puisqu'il protège la juste cause, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces. Que Dieu soit avec nous, et personne ne pourra nous résister, nous en sommes convaincus. Tels sont les sentimens de tous nos sujets. Chaque Russe partage cet espoir, et la Russie remplira sa sainte vocation.

NICOLAS.

Le dernier manifeste du Czar a donné lieu, de la part du comité de l'émigration polonaise à Paris, à la protestation suivante, que publie plusieurs journaux. Nous la re-

produisons, en nous associant de tout cœur aux sentimens qu'elle exprime, et comme gage de notre sympathie pour cette nation héroïque et infortunée;

Déclaration de l'émigration polonaise, à Paris.

Au nom du droit des gens et de l'humanité, violé par l'intervention de la Russie dans l'insurrection magyare: au nom du peuple polonais, dont nous sommes l'émanation vivante, nous protestons contre la qualification de *sujets rebelles* qui nous est donnée par le Czar dans le manifeste récent dans lequel il essaie de motiver et de justifier cet attentat nouveau contre la liberté des peuples.

Non, les Polonais émigrés, nos frères, qui combattent sous les drapeaux de Georgey, de Bem et de Dembowski, ne sont point les sujets de Nicolas! Le Czar n'a d'autres esclaves, si toutefois il en est encore dans le temps où nous vivons, que ceux qui se soumettent de plein gré à sa domination.

La Pologne, même aux jours de sa plus grande gloire, n'a jamais compté de sujets ni de maîtres dans le sens moscovite: ce droit sacré de liberté pour l'individu, d'indépendance pour le peuple, était inscrit dans nos lois, passé dans notre sang bien avant que les autres peuples nos voisins n'aient conçu la première idée, n'aient ressenti le premier besoin de leur émancipation nationale. La sujétion et l'esclavage ne sont venus en Pologne qu'à la suite des barbares!

Ce droit, nous l'avons hautement attesté en 1831, lorsque nous avons déclaré, par l'organe de la diète polonaise, la dynastie des Romanoff à jamais écartée et déchue du trône.

Nous l'avons proclamé dans les plaines de Water et d'Ostrolenka, lorsque notre vaillante armée, destinée à servir d'avantgarde à l'Europe et à la civilisation, s'est retournée contre la Russie.

C'est pour garantir à ce droit toute son intégrité, que nous avons quitté volontairement patrie, famille, bonheur domestique, tous ces biens plus chers que la vie, et que nous nous sommes résignés à dix-huit ans d'exil et de pèlerinage. Il est plus réel et plus positif que la puissance fantastique du temps que nous verrons s'écrouler bientôt sous les efforts des Maggyars et des Slaves.

Nous déclarons, par conséquent, en face de Dieu et des hommes, le prétexte sur lequel s'appuie le cabinet de Saint-Petersbourg pour intervenir en Hongrie, nul et mal fondé, et nous en appelons aux sentimens de droiture et d'équité qui sommeillent au sein du peuple russe lui-même, pour donner ce démenti formel aux paroles de Nicolas, son oppresseur et le nôtre. — Fait à Paris, le 28 mai 1849.

Pour l'émigration polonaise. C. O.

Le comte Ladislas Teleki vient d'adresser la lettre suivante à M. le ministre des affaires étrangères:

Paris, 22 mai 1849.

Monsieur le ministre,

J'ai reçu de mon gouvernement l'ordre officiel de porter à la connaissance du gouvernement de la République française l'acte de l'Assemblée nationale hongroise, en vertu duquel la maison de Habsbourg-Lorraine est déchue du trône, et la Hongrie, avec tous les pays y appartenant, déclarée Etat européen indépendant et libre.

Cet appel des représentans du peuple hongrois à la justice de Dieu et des hommes, est la conséquence légitime de la politique du gouvernement impérial. L'empereur-roi a violé ses sermens à la Constitution, il a allumé la guerre civile et sociale au cœur du pays, en soulevant les nationalités les unes contre les autres, en poussant des classes diverses à s'entre-détruire; enfin, il a de lui-même abdiqué en livrant ses Etats aux armées russes, à ses rivaux les plus dangereux. Une dynastie qui foulait aux pieds tous les principes du droit et de l'honneur, qui n'a pas craint d'attirer sur ses sujets le fléau des baïonnettes étrangères, pour étouffer à la fois la liberté et la civilisation, ne pouvait plus régner sur notre patrie.

Obéissant à la volonté de la nation, unanimement exprimée par ses représentans, et en attendant que l'Assemblée Nationale ait statué sur la forme du nouveau Gouvernement, le président du comité de défense, Louis Kosuth, a saisi les rênes du pouvoir en qualité de gouverneur provisoire de l'Etat, chef du pouvoir exécutif. Convaincu qu'un lien commun doit unir les Etats européens, il s'empresse, Monsieur le ministre, de vous notifier, par ma voix, que le continent compte un pays libre de plus, dont l'ardent désir est de vivre en paix et en amitié avec tous les peuples, principalement avec la glorieuse nation française, et de sauvegarder, en orient de l'Europe, les intérêts de l'humanité et de la civilisation, que la France représente. Sa mission est de sauver, dans cette partie du monde, les principes de la liberté, en leur donnant une base large et nouvelle, celle de l'égalité et de la fraternité des nationalités.

«Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma parfaite considération

Comte LADISLAS TELEKI.

«Envoyé de Hongrie.

(Journal du Havre.)

MEMOIRE

Adressé à S. E. M. Juan-Benito Blanco, ministre de l'Intérieur de la République Orientale de l'Uruguay, sur l'utilité d'un MUSEE NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE à Montevideo.

PAR M. ARSENE ISABELLE.

(Suite)

Et si l'on trouvait mon assertion hasardée, je n'irai pas chercher un exemple de prospérité inouïe, obtenue en moins d'un demi-siècle, par les seules ressources naturelles, habilement exploitées par un peuple intelligent, éminemment progressif, je n'irai pas, dis-je, chercher cet exemple sur un autre continent que celui-ci... je me bornerai à dire: regardez vers le pôle boréal de l'Amérique, et voyez les miracles qui s'y opèrent journellement, sous l'égide des lois, de l'ordre public, de la paix intérieure, et d'un patriotisme ardent et éclairé!

De ce qu'un peuple trouve dans l'exploitation de ses mines une source abondante de prospérité; de ce qu'un autre la trouve dans l'agriculture, un troisième dans ses pâturages et ses bestiaux, ce n'est pas une raison de croire que ce peuple doit rester exclusivement mineur, agriculteur ou pasteur; car il faudrait admettre (et cela est tout-à-fait incompatible avec les vues civilisatrices) que cette nation restera éternellement stationnaire dans son industrie, la quelle peut bien, à la vérité, suffire aux besoins d'une population peu nombreuse et homogène, mais qui deviendra certainement insuffisante dès que le gouvernement de ce peuple, ou de cette nation, aura jugé utile à ses intérêts d'augmenter sa population, en favorisant les immigrations.

Dans ce cas, l'affluence des capitalistes, des commerçants et des artisans étrangers, arrivant avec leurs inclinations, leurs goûts, leurs habitudes, leurs industries diverses, donnera lieu à des entreprises inconnues jusqu'alors dans le pays; et ces entreprises prendront un développement d'autant plus vaste, plus rapide, que les ressources territoriales de l'Etat auront été mieux appréciées; — et l'on doit déjà sentir quelles ne pourront l'être, réellement, qu'autant que les productions de son sol, la nature de ses terrains, et sa topographie même, seront mieux connues. Alors — seulement alors — l'on pourra assavoir les spéculations mercantiles, industrielles et scientifiques sur des bases véritablement solides.

V. E. n'ignore pas qu'une foule d'hommes industrieux, que leur mauvaise étoile ou leur esprit aventureux force d'abandonner leur terre natale, leurs affections de famille, pour chercher ailleurs des moyens d'existences, des sympathies, des sentimens humanitaires; ou bien encore pour développer plus largement des plans d'établissement dans le genre d'industrie qu'ils affectionnent le plus, donneront certainement la préférence, parmi tant de pays qui désirent voir abonder chez eux les bras industrieux et les capitaux étrangers, à celui qui, avec de bonnes lois, un gouvernement éclairé, secondé par un peuple ami de l'ordre, un climat salubre, tempéré, des habitans éminemment hospitaliers; renferme, outre tout cela, le plus d'éléments de prospérité permanente, par une variété de productions naturelles assez grande pour leur donner l'espoir de n'être point entravés dans l'exécution de leurs plans, par le manque d'une matière première indispensable, qu'il faudrait, sans cela, tirer à grand frais d'un pays lointain.

C'est principalement par ces motifs, et en même temps dans la vue de n'être pas éternellement tributaires d'une nation étrangère pour une foule de matières premières, sans lesquelles les arts industriels, et même ceux d'agrément, ne peuvent faire aucun progrès, que les Etats les plus avancés dans la voie de la civilisation, se sont empressés, dès qu'ils ont eu satisfait au besoin impérieux d'ordre intérieur, de faire explorer avec soin leur territoire, — d'en faire classer toutes les productions zoologiques, botaniques et minéralogiques — et de les déposer dans un Musée ad hoc, pour faciliter aux savans, nationaux et étrangers, les moyens de décrire et analyser commodément ces productions, afin d'en composer un corps complet d'histoire naturelle du pays, et de pouvoir faire l'essai des matières nouvelles qui auraient pu être découvertes dans ces explorations.

(La suite au prochain numéro.)

AVIS.

L'ARMEE FRANCAISE.

MM. les Souscripteurs à l'ouvrage intitulé: *Souvenirs de l'Armée Française*, sont prévenus que le tirage aura lieu, lundi 27 du courant à midi précis au Café Loquier, où l'ouvrage sera remis immédiatement au numéro gagnant. V....

Teatro Nacional.

GRAN FUNCION EXTRAORDINARIA.

HOY DOMINGO 26 DE AGOSTO.

Impulsado M. Robert por la benevolencia con que el Pueblo Oriental acoje sus trabajos, ha dispuesto para el dia indicado la funcion siguiente:

PRIMERA PARTE.

Será desempeñada por el joven « Pernambucano. » que ejecutará con una destreza extraordinaria, una porcion de equilibrios nuevos y muy vistosos. « Madame Robert » acabará esta parte con el muy riesgado equilibrio de los tres fusiles de municion sobre un diente.

SEGUNDA PARTE.

FISICA RECREATIVA.

Mr. Robert dará principio á esta segunda parte con una gran variedad de suertes de fisica y majia, juegos de manos, metamorfosis las mas singulares y sorprendentes, nunca vistas hasta ahora; concluyendo esta, por la suerte extraordinaria del « Café con Leche. »

TERCERA PARTE.

Un gracioso baile en traje análogo ejecutado por los tres juvenes, Alejandro, Mandú, y la niña Josefina.

CUARTA Y ULTIMA PARTE.

GRAN FANTASMACORIA.

ó apariciones de espectros, fantasmas, vampiros, figuras extraordinarias y agradables que pareceran retirarse y llegarse á los espectadores, tanto que creeran poderlos tocar; ilusiones mecanicas acrecentaran la variedad de estas apariciones, dándoles un nuevo grado de interes. Son las siguientes:

1 El alma de Archizelau.—2 El brujo Magnariostan.—3 El amor y el monstruo.—4 El sátiro volteante.—5 El infierno.—6 La muerte apoyada sobre su guadaña.—7 El amor aguzando su flecha.—8 El tambor de los difuntos.—9 El despotismo engrillado.—10 La mujer de cabeza de muerte.—11 La danza del diablito.—12 El Májico Rotomago.—13 Una cabeza coronada.—14 La cara de ojos airados.—15 Una hermosa figura representando el Sol con sus rayos mobiles.

AVIS DIVERS.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu á Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer a ses habitants qu'il a transferé son domicile dans le logement qu'occupait le defunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures apres midi.—Il se transportera aussi á domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n° 118.

A vendre

A TRES BON COMPTE

Sous carbonate de soude et blanc d'Espagne de 1^{eres} qualité, á l'usage de Messieurs les Pharmaciens, Peintres, fabricants de savon, de chandelles, etc. etc. S'adresser au bureau du journal.

Al público.

Por recomendacion de algunos patriotas se está preparando esmeradamente para el proximo 25 de Agosto la publicacion de la *Declaratoria de Independencia de la Banda Oriental del Rio de la Plata*, que sancionó en igual dia del año 1825, en la villa de San Fernando de la Florida, la H. Sala de Representantes de la entonces Provincia Oriental.—Los Sres que gusten obtener ejemplares en genero de seda al color de su eleccion, adaptados á la forma de cuadro, se servirán ocurrir á la Libreria de Hernandez, dejando sus nombres, señas de habitacion y tela correspondiente de $\frac{3}{4}$ vara, con anticipacion al dia señalado: los demas se hallarán en papel en el mismo establecimiento.

Agosto 22.

El compositor.

A Vendre.

á très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules a injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n° 145 et 147, au detour de la pharmacie du Lion D'or.

AVIS.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prevenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit á domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers elements du calcul,

Montrichar.

RUE JUNCAL, n° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il á neuf, et blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure a simple et double detente.

De la place de la Matriz esquina du Cabildo on voit l'enseigne



Le soussigné devant partir tr s prochaine ment pour Buenos-Ayres et pour l'Europe, prie les personnes qui seraient en compte ou affaires avec lui, de vouloir bien s'adresser á lui directement rue 25 de mayo n° 174.—Montevideo te 25 juillet 1849.

Valentin Gallino.

Nous invitons les personnes qui desireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, á adresser sans retard leurs demandes á l'imprimerie du journal, où il n'en trouve que très-peu d'exemplaires.

Se compra

Una casita chica ó un sitio. Ocurrase la imprenta de este Diario.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar á un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

Nourrice.

Une jeune femme qui vient de perdre son enfant agé de quelques jours, desire rencontrer un nourrisson pour nourrir chez elle ou en ville, s'adresser rue de l'Uruguay n. 11.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser á M. Auguste, ancien cuisinier de l'hopital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il previent aussi qu'il a un depot de meubles á vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prevenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goát qu'il vendra au plus juste prix.

Importante á todos.

Agua de Colonia y agua sedativa del Dr. Raspail, esencia de anis, ginebra, canela y clavel, tinta negra y azul muy fina, lacre punzo y negro de superior calidad, soda purgante y de refresco, esencia coronada y Gratia probatum, aceite de oso y de otras clases para el polo de superior calidad, liquidos eficaz para curar los sabañones del Dr. A. Cooper, garantido, jabon vegetal para sacar manchas en paño cualquiera que sea, Elixir de Guillen, vino de zarza parilla del Dr. Albert. Todos esos renglones se encontrarán y otros muchos de la misma clase en la Drogueria del guila Dorada, calle del Sarandi n. 222.

Les ouvrages suivantes reliés ou broché son en vente á l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.